VENDREDI 14 DECEMBRE 2018 :

DECLARATION DES SYNDICATS CGT et FSU.

Dans une allocution enregistrée de 13 minutes, le président de la République s'est livré à un véritable exercice d'enfumage ! Une opération de communication alliant menaces, misérabilisme et mea culpa hypocrite alors que le pays traverse une crise sociale d'ampleur depuis 4 semaines.
Multiplication de tours de passe-passe ; de vieilles recettes d'un vieux monde qui poursuit une politique d'austérité subie depuis 40 ans. Le président tourne le dos aux revendications légitimes des salariés du privé et du public, des privés d'emplois, des jeunes et des retraités.

- **Rien pour le point d'indice des fonctionnaires**, au contraire de graves menaces sur les services publics.

- **Rien pour les jeunes** qui subissent des violences et une répression inacceptables. L'inégalité d'accès aux études demeure la règle.

- **Rien sur les salaires** et la reconnaissance des qualifications et de l'expérience professionnelle.

- **Rien sur la justice fiscale et rien sur l'ISF et le CICE.**

- **Rien pour l'augmentation du Smic**. Les 100 euros pour les travailleurs payés au smic, sans 1 euros pour l'employeur, ne sont qu'une anticipation de l'augmentation de la prime d'activité, déjà prévue dans le budget du gouvernement.

- **Rien pour la revalorisation des pensions limitée à 0,3%** alors que l'inflation va dépasser les 2% en 2019.

- **Rien pour les privés d'emplois** mais, au contraire, la poursuite de la remise en cause de leur indemnisation.

- **Rien à payer pour le patronat**, une prime de fin d'année au bon vouloir du patronat et défiscalisée ; l'augmentation des salaires compensée par la CSG ; les heures supplémentaires désocialisées.

Cap gardé sur les réformes engagées de l'assurance chômage, les retraites et la réforme de l'État. Les grands épargnés de ce discours sont les actionnaires, le patronat et les plus riches : aucune contribution ne leur est imposée.

Pour les organisations syndicales, CGT et FSU, les revendications auxquelles il faut répondre, pour « Un état d'urgence économique et social », sont : l'augmentation immédiate du Smic, des salaires, des pensions, du point d'indice dans la fonction publique, plus de justice fiscale, le rétablissement de l'ISF, l'exigence des négociations sur les salaires dans les entreprises, des services publics qui répondent aux besoins, la relance de la politique industrielle. Le discours présidentiel ne répond à aucun de ces enjeux, ne demande aucun effort au patronat et finalement affiche un profond mépris pour toutes celles et ceux qui ont du mal à vivre au quotidien.

Le temps des assemblées générales partout sur les lieux de travail est venu pour construire les mobilisations et les revendications avec les salariés.

C'est par la construction de nos mobilisations et du rapport de force que nous imposerons un changement radical de politique et les mesures de progrès social !